

L'Armée

par le lieutenant-général e.r. BEERNAERTS

★

Dans ce cycle de réflexions sur la crise de nos institutions vous reconnaîtrez, je pense, sans réserves, que le problème de la Défense Nationale est, parmi tous ceux dont l'État s'occupe, celui qui est le plus âprement controversé.

Contrairement aux autres institutions où la discussion ne porte que sur une proportion, un dosage, une modalité, ici elle peut aller jusqu'à mettre en cause son principe même.

C'est déjà vous laisser entendre que si l'on veut étudier en toute franchise le problème, il faut accepter de l'aborder dans un esprit libéré de tout ce que le sentiment, la tradition, l'idéologie, sans exclure les intérêts particuliers, lui ont inévitablement imposé comme barrière à ses recherches.

Cette question a déjà été partiellement traitée à diverses reprises ici même à cette tribune il y a 4 ans; ensuite dans des articles parus dans « Le Flambeau ». Que ceux qui m'auraient lu ou entendu veuillent bien me pardonner de leur faire subir quelques inévitables redites.

Je me rends compte aussi du caractère incisif ou heurtant de certaines propositions : on pourrait me reprocher de ne pas les avoir enrobées d'un verbalisme confortable. Paraphrasant Alain et selon la plaisante expression de Painlevé, il se peut que je ne respecte pas le mur chinois. Il est vrai que j'ai toujours cru et crois encore que les pensées qui sont bonnes pour moi sont bonnes pour tous. Cette manière de jeter les idées toutes « crues » fait une sorte d'impolitesse à l'auditeur, je m'en excuse.

Mais j'ai l'espoir que les hommes ne se sentiront pas blessés par la critique des institutions qu'ils servent. La sévérité d'un jugement porté sur l'efficacité d'un organisme ne met pas nécessairement en cause la valeur individuelle de ses membres.

Pourquoi le problème de l'armée est-il aujourd'hui plus sujet à débats qu'il ne l'a jamais été?

Pourquoi, à son sujet, cette incertitude, ce trouble, cette désaffection même. C'est ce que nous allons tenter d'établir.

Pendant des millénaires, la position politique du problème est restée semblable — sa position technique n'évoluait qu'en apparence — composant avec les progrès techniques plutôt que se laissant absorber par eux.

Pendant des millénaires, la guerre a été, dans la vie des collectivités, un événement devenu presque banal par sa répétition, redouté des uns, désiré par d'autres.

Mais aujourd'hui, il y a eu Hiroshima...

Hiroshima, que nous avons tous accueilli avec surprise, avec soulagement même puisqu'il marquait la fin d'une terrible épreuve. L'horreur n'est venue que longtemps après, en même temps que l'on commençait à comprendre qu'il marquait l'aube d'une ère si prodigieusement nouvelle que ses développements en étaient insondables.

Voilà pourquoi il est, non seulement permis, mais nécessaire de parler aujourd'hui comme il était sans doute insensé de parler hier.

Ce préambule, je m'en aperçois, est un peu long, il était pourtant indispensable.

Instrument « nécessaire » et « suffisant »

On définit en général l'armée comme l'ensemble des forces militaires d'une nation. Définition simple et correcte, mais qui ne donne ni le « pourquoi », ni le « comment » qui sont pourtant les éléments qui doivent servir de base à toute analyse critique.

Je lui préfère une définition où interviendrait la causalité. C'est celle que je vous propose :

« Instrument qu'une collectivité considère comme nécessaire et suffisant pour assurer sa défense extérieure, c'est-à-dire la sauvegarde de l'intégrité des personnes, des biens et du territoire. »

Cette définition, vous le remarquerez, s'appliquerait même aux armées de conquête, puisque les peuples conquérants ont toujours justifié leur action par des nécessités défensives.

C'est dans l'appréciation du « nécessaire » et du « suffisant » que réside toute la difficulté d'un problème que ne connaissent pas au même titre les autres aspects de l'intervention de l'Etat dans la gestion des intérêts de la Nation.

Point n'est besoin d'attirer votre attention sur le caractère subjectif que présente cette appréciation. Elle dépend d'une foule d'éléments dont la composante va varier à l'infini suivant le poids que l'on accorde à chacun d'eux en particulier.

Déjà difficile autrefois, quand les nations indépendantes pouvaient mesurer avec une certaine précision les risques à prévoir, cette évaluation devient extraordinairement compliquée dans les temps où la plupart des Etats n'ont plus les moyens de mener une politique mondiale quand bien même celle-ci serait encore l'objet de leurs aspirations, et au moment où, pour des raisons économiques évidentes, l'ère des nationalismes fait place à celle des grandes associations d'intérêt.

Aussi, pour un pays comme la Belgique, cette évaluation ne peut plus prendre que l'allure d'une estimation forfaitaire, dont personne ne peut établir si elle répond bien aux deux critères du nécessaire et du suffisant.

Mon projet ne sera donc pas de tenter cette mesure mais de passer en revue quelques-uns des éléments susceptibles de peser sur l'ensemble.

Et en premier lieu, une enquête sur le risque et sa probabilité.

La notion du « nécessaire »

Sortant d'une longue période où la guerre par les armes, suivant les propres paroles de Clausewitz, était un instrument de la politique, le monde entre dans une nouvelle phase où les compétitions entre Nations ne peuvent plus être qu'économiques, sociales, psychologiques, ce qui ne leur enlèvera pas, bien entendu, leur caractère d'acharnement.

Pourquoi? Parce que la guerre par les armes ne fournit plus à ces problèmes une solution valable.

Cette thèse repose sur une argumentation très vaste dont je me bornerai à vous exposer les éléments principaux.

A l'origine de tant de guerres du passé, nous avons trouvé l'espoir de profit. Cet espoir est désormais plus que contrebalancé par les pertes énormes qu'elles engendreraient. Les dirigeants des économies les plus puissantes, les seules à pouvoir faire la guerre parce que seules elles disposent d'armements suffisants, savent pertinemment que leurs économies sont aussi les plus fragiles et les plus vulnérables et que les destructions qu'une guerre y amènerait seraient d'un ordre de grandeur tel qu'elles correspondraient à une ruine totale sans compensation.

Ecoutez Raymond Aron, quand il dit dans « La Société Industrielle et la Guerre » :

« Le rapport entre appareils destructifs et capacité de récupération est renversé.

« Dans la première guerre, l'organisation industrielle des usines fut pratiquement indemne et continua de fonctionner jusqu'au bout pour alimenter le monstre de la bataille. Pendant la deuxième guerre, en dépit des bombardements, la production de guerre augmenta en Allemagne jusqu'en 1945. La destruction des quartiers d'habitation n'empêchait pas le travail des usines. Il fallut la proximité des bases, la précision des bombardements de jour pour que la machine industrielle de l'Allemagne fut paralysée, au printemps de 1945, par la destruction des moyens de transport et de certaines usines soigneusement sélectionnées.

« Tout ce que nous savons de la puissance des bombes A et H nous prouve que la texture de la civilisation industrielle ne résisterait pas à des attaques thermo-nucléaires. Il ne serait plus question de mobilisation progressive, plus question d'entretenir la fureur des combats par le travail de millions d'hommes. Si l'inimaginable horreur de la guerre, cette fois totale (c'est-à-dire livrée avec toutes les armes disponibles) devait se produire malgré tout, nul ne prévoit exactement ce qui se passerait après la phase initiale quelques jours ou quelques heures. Chacun sait

« que la civilisation industrielle serait menacée de
« mort par l'emploi de ces appareils destructifs. »

D'ailleurs, les économies des adversaires possibles sont devenues semblables ou tendent rapidement à le devenir, tellement sont accélérés les progrès techniques des grands complexes. Et leurs divergences politiques, commandées par l'économique, s'atténuent dans la même mesure.

« La controverse sur les avantages de la propriété collective ou de la propriété privée, de la planification ou des mécanismes du marché est en vérité technique et non métaphysique, bien que la passion et l'idéologie la transfigurent en quelque métaphysique et presque religieuse.

« Les grandes corporations américaines diffèrent plus de la propriété privée traditionnelle, de la propriété du lopin de terre ou de la boutique commerciale, que des trusts soviétiques. Le régime capitaliste dans lequel l'Etat est responsable du plein emploi et du volume des investissements, qui distribue aux masses le surplus de production dû au progrès de la productivité, qui laisse aux syndicats ouvriers la capacité de discuter avec les syndicats patronaux, ce capitalisme ressemble plus à ce qu'on appelait socialisme au siècle dernier qu'à l'image du capitalisme que s'obstinent à garder les propagandistes attardés du « grand soir ». Réduit à son enjeu économique, l'antagonisme des Soviétiques et de l'Occident appelle le compromis, le rapprochement par évolution des deux côtés du rideau de fer plutôt que la lutte à mort. »

Et encore ceci :

« *Le statut de propriété*, à l'intérieur d'un régime économique et politique de type occidental n'est plus regardé, même par les partis d'inspiration marxiste, comme décisif. La dévalorisation idéologique du thème traditionnel — nationalisation des instruments de production — a de multiples causes que nous nous bornerons à énumérer : *similitude de l'entreprise publique et de l'entreprise privée* en ce qui concerne l'organisation technique et administrative, les conditions de travail, la hiérarchie des rétributions, *souci prédominant de la productivité*, la nationalisation n'étant à aucun degré garantie d'efficacité, *persistance des inconvénients du gigantisme et du monopole*, même dans le cas du transfert à la collectivité de la propriété des concentrations industrielles, *avantage d'une pluralité de*

« *centres de gestion*, même dans l'hypothèse d'une nationalisation généralisée et d'une planification totale. Il n'est même pas démontré dans le cadre d'un Etat démocratique, que les chefs d'entreprises publiques, exercent une moindre pression sur les gouvernants que les directeurs, propriétaires ou managers de trust. »

Un troisième élément important c'est la disparition du facteur « chance de réussite » qui a souvent poussé un des adversaires dans l'aventure d'une guerre.

Le rythme des progrès scientifiques est tel que les découvertes sur lesquelles on pouvait compter pour réaliser l'élément « surprise », le seul encore exploitable, peuvent être rapidement dépassés par l'adversaire avant même que d'être mis en œuvre. Et ainsi aucun parti ne peut avoir la certitude que l'autre ne détient pas quelque possibilité technique toute nouvelle et absolument prépondérante.

Enfin les conquêtes de territoire sont devenues sans intérêt. A moins d'être systématiquement supprimées, les populations conquises sont un poids très lourd pour celui qui se les annexe. La domination coûte aujourd'hui au lieu de rapporter.

Ces arguments — il y en a d'autres — ne convainquent cependant pas tout le monde. Parmi vous, il y en a certainement qui les trouvent exagérément optimistes et pourtant, ils ne font que décrire une évolution indéniable des idées et des faits. L'objection principale réside dans l'espoir de limitation des guerres, de leur modération pour échapper au suicide.

Mais peut-on raisonnablement imaginer que des nations puissent accepter de risquer le sort de leur existence, de la vie et des biens de leurs populations dans un affrontement volontairement limité de deux armées classiques.

Poser la question est la résoudre.

Cette solution n'a pas plus de chance de ressurgir que celle qui dans l'antiquité faisait dépendre le sort des nations du combat singulier de deux chefs d'armée.

Le désarmement inévitable

Voilà donc l'humanité acculée au désarmement.

Elle l'est, non seulement par l'horreur que suscite l'emploi des armements modernes qui ne peut conduire, je cite Bertrand Russell, « qu'à l'exter-

« mination de l'espèce humaine, mais par l'impossibilité pour n'importe quel État, si riche soit-il, à la fois de participer à la course aux armements, donc de les renouveler sans cesse en suivant l'allure où ils se démodent, de satisfaire à des besoins sociaux intérieurs, continuellement en croissance, et enfin de répondre à une exigence nouvelle, celle-ci aussi en extension rapide : l'aide au « Tiers Monde ».

C'est ce qu'Alfred Sauvy, professeur au Collège de France, vient d'établir dans une toute récente étude. Il en montre à la fois l'urgence et la nécessité.

Certes, des obstacles subsistent et subsisteront longtemps encore. Méfiance mutuelle d'une part, difficulté de détourner les courants économiques constitués par les industries d'armement et à leur fournir de nouveaux objectifs sans désorganiser trop profondément les économies, réticence des milieux politico-militaires devant ce qui leur apparaît comme le déclin définitif de leur puissance, d'autres encore de nature idéologique. Il convenait, je pense, de les avoir reconnus et mesurés.

Arrêtons-nous un instant aux *divers aspects de ce désarmement*.

On peut en apercevoir trois formes essentielles correspondant aux forces vives sur lesquelles s'appuierait une guerre : le désarmement de ce qu'on appelle les armes classiques ou conventionnelles ; le désarmement atomique ; le désarmement psychologique.

Si ce dernier pouvait être réalisé, il serait sans aucun doute le plus fort et entraînerait les autres. Mais à part quelques voix, heureusement de plus en plus nombreuses, qui s'élèvent pour en montrer la nécessité, il se heurte sans cesse à une propagande qui, d'un côté comme de l'autre, croit nécessaire de présenter l'adversaire sous le jour le plus défavorable, et souvent, hélas, le plus faux, pour maintenir ce climat d'hostilité grâce auquel on persuadera les populations de consentir un effort qui leur est naturellement pénible.

Cercle vicieux, cycle de la peur dont les origines sont indistinctes mais qui trouvent un aliment dans des croisades idéologiques ou des intérêts matériels.

Le *désarmement atomique* a semblé présenter à certains moments quelques chances de succès. Son principe rencontrait une faveur particulière à la fois

chez les peuples qui mesuraient à présent toute l'horreur d'une guerre nucléaire et dans les milieux militaires qui y voyaient un regain de faveur des armes conventionnelles auxquelles les rattachaient leur formation, leurs traditions et leurs intérêts.

Mais ici intervient de manière décisive la question du contrôle.

Personne ne doute de sa nécessité, comme personne n'a foi dans la sincérité des gouvernements quels qu'ils soient, pour lesquels la raison d'État permet et justifie toutes les violations d'accords.

Or, en matière atomique le contrôle sera toujours imparfait car il est pratiquement impossible d'empêcher que quelques armes, étant donné leur faible volume, ne soient soustraites à ce contrôle. Ces quelques armes nucléaires ainsi fraudées pourraient donner, à celui qui se les est réservées, un tel avantage, une telle supériorité qu'aucun des adversaires *n'oserait* se priver de cet atout.

Et ainsi, paradoxalement, le désarmement nucléaire contient en lui-même en raison de la nature technologique de l'arme atomique, une incitation à la fraude et le rempart le moins aléatoire contre la guerre atomique réside encore dans la masse même de ces armements.

Nous en arrivons ainsi aux possibilités de désarmement conventionnel.

Ici le contrôle est possible et on peut concevoir des réductions proportionnelles des armes classiques, se faisant par paliers successifs. Les oppositions sont plutôt ici d'ordre psychologique.

Il ne faut pas perdre de vue que les forces armées étaient jusqu'à présent l'expression même des nationalismes des états et souvent celle de leur mégalomanie. Et il faut reconnaître avec Emmanuel Berl que paradoxalement les cœurs inclinent vers les nationalismes d'autant plus que la raison et la nécessité les en détournent davantage.

Il faut aussi tenir compte de la puissance politique que les États-Majors ont pris ou cherchent à prendre dans les grands pays et dont l'exemple le plus frappant se situe aux États-Unis, où les intérêts du Pentagone s'allient étroitement avec ceux de la grosse industrie. Un désarmement conventionnel est une menace pour leur existence même, bien plus que ne le serait un désarmement nucléaire.

Peut-être estimez-vous que nous nous sommes un

peu longuement attardés sur ces questions de politique internationale. Ce sont pourtant ces éléments qui justifient l'existence même des armées et qui déterminent la réponse qui sera donnée au premier volet de notre définition, à la notion du « nécessaire ».

Et notre examen nous a conduit à admettre que le désarmement était pour les nations civilisées *la seule issue possible* et le désarmement conventionnel la seule forme de désarmement actuellement applicable.

Cette perspective assombrit naturellement les horizons de toutes les armées et est une première cause de crise : crise de confiance, insécurité de l'avenir, difficulté du recrutement.

La notion du « suffisant » enquête sur la qualité

Deuxième volet de notre définition : la notion de « suffisant ».

Elle est de deux ordres : quantité et qualité.

La détermination de la quantité semble nous échapper. Issue de considérations de défense collective que les autorités de l'O.T.A.N. se sont chargées d'apprécier, elle fait l'objet d'accords, donc de compromis et d'estimation forfaitaire.

Que cette appréciation soit judicieuse ou non, bien habile celui qui serait en mesure d'en juger, même s'il peut s'étonner à juste titre des continues modifications que cette estimation a subies.

En somme, représentation de la souveraineté nationale dans une coalition de forces, elle est appelée à subir des réductions proportionnelles à celles que subiraient ces mêmes forces, puisque rien ne justifierait son maintien à des effectifs supérieurs.

Ce qu'il nous appartient de faire, c'est de veiller que les budgets qui sont consacrés à l'armée ne soient en partie détournés au maintien en vie d'une foule d'excroissances d'utilité contestable et qui absorbent une partie de ce qui devrait être consacré à améliorer la qualité de l'outil.

Nous en arrivons ainsi au jugement de qualité.

Tous ceux qui ont quelque peu suivi les transformations continues et parfois incohérentes que cette malheureuse armée a subies en dix ans ne pourront lui accorder le préjugé favorable.

Pas plus que l'armée française, où le Ministre de la Défense, Monsieur Messmer, vient de reconnaître la nécessité d'une transformation radicale, elle n'est adaptée aux besoins modernes ni en organisation, ni en équipement technique, ni même en degré d'instruction.

Certains « satisfecit » de l'O.T.A.N. pour peu qu'on les confronte avec des déclarations émanant de titulaires de hauts commandements, apparaissent comme ayant plus de valeur diplomatique que technique.

Mais la carcasse est debout, la vie continue, la façade est sauve. Et il ne manque pas, nous l'avons vu au Congo, de courageux jeunes gens qui font honneur à leur entraînement sportif.

Mais est-ce bien là ce qu'on attend du budget de la Défense Nationale ?

Il vous appartiendra de répondre vous-même quand nous aurons examiné ensemble, comme nous venons de le faire pour les circonstances extérieures, les éléments internes du problème.

On se trouve en effet devant un dilemme :

Ou bien le danger de guerre est réel et notre appareil militaire doit constituer notre participation à une organisation qui garantit *efficacement* notre sécurité.

Ou bien il ne s'agit que d'une participation symbolique qui n'est pas appelée à être mise en œuvre et qui ne prélude qu'à une phase de l'inéluctable désarmement.

Peut-être ces deux aspects n'ont-ils jamais été examinés avec cette netteté par les dirigeants responsables et l'état actuel de notre défense nationale n'est-il le résultat que d'actions désordonnées cherchant à satisfaire à des contingences de politique électorale ou à des impératifs budgétaires.

Quoi qu'il en soit, un examen objectif fera reconnaître que l'armée ne satisfait raisonnablement à aucune des deux hypothèses.

Si l'on s'est arrêté à la première, on peut affirmer que nos forces seraient inaptes à soutenir le combat sous la forme qu'il prendrait demain et que cela ne vaut pas la peine de faire de telles dépenses pour un pareil résultat.

Si, par contre, la seconde hypothèse a prévalu, on reconnaîtra sans peine qu'elle eût pu être réalisée de façon bien moins dispendieuse et que cela

constitue un gaspillage évident de faire appel à une aussi forte proportion de cadres de carrière, dont la charge budgétaire est extrêmement lourde.

Vous attendez sans doute que je m'en explique.

Je ne vous entraînerai pas dans des problèmes d'organisation, de matériel ou de technique, sans doute étrangers à vos préoccupations, mais me bornerai à attirer votre attention sur une question à propos de laquelle j'ai tenté à plusieurs reprises d'alerter l'opinion.

Utilisation de la milice

Il s'agit de l'opportunité de maintenir le service militaire du citoyen sous sa forme actuelle.

Il est parfaitement absurde d'imaginer que des unités destinées au combat moderne puissent être composées même partiellement de miliciens qui ne se trouveront à avoir accompli que moins de douze mois de service. Il y a des expériences dont on se refuse à tenir compte. Celle de 1940, toute proche cependant, est oubliée. Les unités qui se sont honorablement présentées sont celles où les cadres et la troupe étaient parfaitement instruits, en excellente cohésion et qui avaient conscience que leur armement valait celui d'en face. Il semble qu'il y ait encore des gens pour croire que pour faire un soldat il suffit de l'habiller d'un uniforme orné d'écussons et d'attributs de couleurs différentes, de lui donner un certain entraînement physique et une certaine notion de l'emploi d'une arme. Là-dessus quelques conférences morales et on verra bien.

C'est à d'autres sources que s'alimente la psychologie du combattant de demain, celle qui, autant et plus peut-être que l'excellence du matériel, conditionne l'efficacité d'une troupe. Les anciens slogans patriotiques ou autres ont cessé d'être opérants.

Bonaparte a pu entraîner l'armée d'Italie en lui offrant les riches plaines de Lombardie et en la chargeant d'apporter la liberté aux peuples de la Péninsule. L'évolution sociale et intellectuelle de notre siècle ne s'accommode plus de ces mobiles. La force morale du combattant a sa source principale dans la certitude de supériorité que l'homme acquiert par la notion de la valeur de son armement, de sa propre habileté professionnelle et de celle de ses coéquipiers.

Elle est faite de confiance, de collaboration, de cohésion. Toutes les endocrinations psychologiques seront incapables de compenser l'absence de cette assurance. Et ainsi la psychologie au combat rejoint étrangement l'audace sportive, fruit de l'entraînement.

Mais jeter des miliciens de moins de douze mois de service dans le combat moderne un acte plus que dangereux, il est criminel.

Mesure révolutionnaire sans doute que la suppression de la conscription !

Instaurée il y a un demi-siècle elle était solidement entrée dans nos mœurs. Il n'y a pas à douter que l'armée de milice trouvera d'ardents défenseurs dans les traditions et le sentimentalisme sinon dans des idéologies politiques.

Mais les temps d'une évolution totale sont venus.

Ils ne se satisfont plus de demi-mesures, ni ne s'accommodent de séquelles de conceptions périmées.

Comme le disait Raymond Aron dans une conférence qu'il fit à cette même tribune il y a deux ans :

« Une institution n'a plus le droit de durer sous le seul prétexte qu'elle a été. La conservation pose une question, elle ne fonde pas un droit. »

Parmi les regrets que susciterait la suppression du système de milice, il en est un qui mériterait attention. Quelques pénibles qu'aient pu être dans certains cas les contacts des jeunes gens appelés par la conscription avec une discipline parfois maladroite et peu compréhensive, il ne peut dans l'ensemble y avoir de doute quant aux résultats heureux obtenus par l'armée en matière d'action éducative, technique, physique et même morale. Aux miliciens issus de milieux différents, de régimes d'enseignements dissemblables et même hostiles, elle aura donné pour la première fois cette éducation nationale unique et le sens de la valeur de nos institutions.

Il faudrait donc que l'on puisse s'accorder sur la valeur de cette formation et l'intérêt que le pays y attache. Il faudrait aussi se pencher sur un problème qui malgré son extrême importance n'a reçu qu'une solution dérisoire : celui de la protection des populations. Car dans la même mesure où on estime devoir assurer la sécurité extérieure par des troupes de défense, il faut pouvoir faire face aux

dangers qui menacent les populations et particulièrement celles des grosses agglomérations. L'une action ne se justifie pas sans l'autre.

Une analyse claire et sans préjugés, fussent-ils politiques, de ce double problème conduit à affecter le milicien à cette tâche de protection civile. Liée à celle de l'éducation, elle deviendrait une préoccupation réellement nationale puisqu'elle dépendrait des ministères de l'Instruction Publique, de l'Intérieur, de la Santé Publique, de la Justice, des Travaux Publics et de la Défense Nationale.

Voilà l'ébauche d'une solution qui, à l'aide d'une prestation réduite et d'une mise en place des élites régionales, permettrait en même temps de faire face à certains problèmes de défense territoriale statique. Qu'il faille pour le concevoir un effort considérable d'imagination et d'organisation, qu'il soit nécessaire d'aborder cette étude avec un esprit neuf, qu'une extrême sévérité dans la recherche des leçons du passé et même d'un passé tout proche, soit indispensable nul n'en doutera. Mais un organisme comme l'armée qui doit se nourrir de moral et d'esprit, ne peut indéfiniment résister à des replâtrages successifs dont elle n'aperçoit ni le bien-fondé ni l'objectif final.

La valeur de l'outil

Nous avons examiné ensemble divers éléments qui interviennent dans la détermination de ces caractéristiques justifiant l'armée : les notions du « nécessaire » et du « suffisant ».

Il y en a certainement d'autres. Il y en a dont vous apprécierez diversement le poids ou dont vous complèterez l'influence par vos études personnelles.

Peut-être certains d'entre vous attendent-ils des propositions plus détaillées, des précisions techniques. Cela m'est fort difficile, n'ayant pas accès aux sources et me trouvant à l'écart des réorganisations périodiques qu'elle subit.

Les déclarations officielles ne sont ici d'aucun secours. Ce ne sont pas les intentions qui comptent, mais la manière dont elles sont réalisées. Une information n'a de valeur que dans la mesure où on a pu en apprécier la consistance.

Et toutes les expériences antérieures nous montrent la prodigieuse puissance de résistance des administrations militaires aux modifications qu'on veut leur faire subir. Loin de les promouvoir elles-

mêmes, ce qui serait pourtant une preuve de vitalité et une garantie d'avenir, elles y opposent une considérable force d'inertie et je me sens toujours prêt à saluer bien bas le chef militaire qui, sans y être formellement invité, saura proposer une réduction dans ses services.

La plupart des réorganisations n'ont eu ainsi en fin de compte d'autre effet qu'un déplacement de personnel.

Que faudra-t-il donc pour que l'on comprenne, pour emprunter à un chef d'Etat voisin un vocable qui fit fortune, qu'à l'heure où s'ouvre une nouvelle phase de l'histoire de l'humanité, « l'armée de Papa » est définitivement morte.

La citation qui va suivre n'a en aucune façon pour objet l'armée belge. Elle est de Jean Paul Sartre et concerne l'armée française. Peut-être excessive dans ses termes, elle met cependant parfaitement en lumière la difficulté de toute transformation radicale, même si elle s'avère indispensable.

Que dit cette citation ?

« Ce n'est pas la politique de de Gaulle qui lasse l'armée. C'est la réalité. de Gaulle se contente d'administrer de temps en temps un peu de chloroforme. Cela fait du bien aux agités de l'armée parce que cela leur permet, en acceptant des compromis, de rester en Algérie.

« Sans l'Algérie que serait l'armée ?

« Une armée de 1939 qui reviendrait dans ses casernes pour attendre de s'y faire massacrer en même temps que la population civile le jour où se déclencherait une guerre atomique.

« Que voudriez-vous qu'ils fassent d'autre. Ils ne sont militaires qu'en Algérie. En France, ce sont des civils comme nous, sauf qu'ils ont le droit de porter une mitraillette à peu près comme les nobles avaient le droit de porter une épée...

« Ils ne tiennent même pas tellement à la modernisation de leur armée, parce qu'elle entraînerait la mise à la retraite d'un certain nombre de cadres qui savent très bien faire effectuer un demi-tour à des fantassins mais seraient incapables de mener une guerre technique. »

Réforme de structure certes, mais aussi et surtout réforme de qualification, comportant un effort décisif pour remplacer la masse par la qualité. L'opération n'est guère facile. Nous portons les douloureuses séquelles de la période 1950-1952 où

dans une atmosphère de semi-panique et à la faveur d'une situation budgétaire momentanément marquée du signe de l'abondance, une expansion brutale et irraisonnée fut donnée à l'armée. On en fit un instrument répondant à peine aux besoins de 1944, à la fois trop lourd pour nos possibilités financières permanentes et victime de cette constante mégalomanie qui veut faire de l'armée d'un petit pays l'image réduite de celle d'une nation puissante sans tenir compte du caractère ruineux de la dispersion des efforts.

Mais le moment est venu de nous résumer.

Les causes de crise

C'est parce que l'investigation à laquelle nous venons de nous livrer ensemble ne nous a apporté aucune donnée qui ne soit connue ou pressentie par la plupart, c'est parce que nous savons que le pays ne se satisfait plus des déclarations officielles éternellement favorables qui se succèdent quel que soit le groupe au pouvoir, que nous pouvons donner un premier nom à la crise que subit l'armée.

C'est une *crise de confiance du pays* au sujet de l'efficacité d'un outil auquel il a pourtant accepté de consacrer de confortables budgets annuels. Désaffection, indifférence, défaveur, opposition même. Voilà les stades successifs.

Mais la crise la plus grave est celle que traversent les cadres mêmes de l'armée : les causes en sont multiples.

La première procède d'un sentiment d'insécurité de l'avenir en présence des possibilités d'accords de désarmement.

Nous pouvons la mesurer en tentant d'imaginer ce que deviendrait la psychologie d'autres corps constitués, la magistrature par exemple, s'ils se trouvaient devant l'expectative d'une sensible réduction au cours des prochaines années.

La seconde cause provient du doute quant à la valeur de l'instrument dont ils se sentent solidaires. Si beaucoup limitent leur intérêt à l'accomplissement des tâches journalières, il n'en manque pas qui, à des moments de vérité, et sans être pessimistes de nature, n'envisagent pas sans appréhension la perspective d'un affrontement avec un adversaire parfaitement organisé et instruit et équipé suivant la technique la plus moderne.

Le courage individuel n'entre pas en ligne de

compte ici ; il ne s'agit que de la possibilité d'accomplir honorablement la mission dont on est investi.

Cet esprit se traduit par une fuite vers les Etats-Majors, les Ecoles et les services où le travail de routine, plus directement productif, permet d'échapper à l'inventaire d'efficacité.

Il ne faut pas voir d'autre raison à la prolifération d'emplois accessoires qui sitôt supprimés, repoussent sous une autre forme et constituent une sorte de refuge psychologique.

L'extension démesurée des organismes internationaux est à cet égard un fort pernicieux exemple.

Enfin, on peut trouver une troisième cause de crise dans la désaffection amenée par une indéniable baisse de qualité.

Si cette détérioration est un facteur commun à toutes les administrations — et d'autres conférenciers auront fait ici la même constatation — elle s'augmente des conséquences néfastes du caractère ondulatoire de la courbe de volume. Il n'y a pas qu'en matière de monnaie que l'inflation entraîne la dévaluation.

L'effort à faire

Maintenant que voilà définis ces sujets de crise, les mesures à prendre s'inscrivent inexorablement.

Il faut savoir définir clairement ce que l'on veut en fait d'armée : on ne peut que se limiter à une formule simple.

Un certain nombre de formations d'élite, très légères, très mobiles, puissamment armées, le plus autonomes possibles et toutes semblables.

Il faut veiller strictement à ce que chaque dépense ne soit pas simplement utile — en pratique rien n'est totalement inutile — mais qu'elle soit indispensable.

Si le programme prévu est trop lourd pour nos épaules, il faut le réduire et non faire semblant de l'exécuter au rabais.

L'équivoque et l'imprécision ne sont plus de mise : elles ne trompent personne, si ce n'est soi-même.

Effort de vérité et de rendement partout. Imagine-t-on que l'on s'obstine — à grand renforts d'instructeurs, de moyens didactiques et de bâtiments scolaires — à former chaque année des cen-

taines d'officiers de réserve dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont parfaitement inutilisables dans une armée moderne, davantage encore que ne le sont des soldats miliciens, puisqu'il s'agit de leur confier des missions de commandement.

Mais l'effort principal doit porter sur la rénovation des cadres de carrière où le nombre doit faire place à la qualité.

Déjà beaucoup trop nombreux pour le programme qui s'avère possible, les cadres existants ne permettent cependant pas sa réalisation pour diverses raisons dont les principales sont leur vieillissement, leur manque de qualification technique, le cloisonnement d'armes et de services dans lequel on les a opiniâtement maintenus sous un fallacieux prétexte d'esprit de corps et d'arme.

Il faudra une révision fondamentale du statut des cadres, la suppression rigoureuse de tout service ou fonction n'ayant pas une utilité absolue, l'affectation systématique et sans dérogation de tous les jeunes cadres aux éléments de combat.

Il faut exiger la polyvalence des techniciens pour la triple raison de leur promotion technique, de la lutte contre l'encroûtement routinier et de l'allègement des supports logistiques.

Dans la solution logiquement et lucidement simple qui est la seule qui soit à notre portée, il n'y a plus ni fantassins, ni artilleurs, ni blindés, ni génie, il n'y plus que des hommes routinés à toutes les techniques simples, pratiquement interchangeables, habitués à travailler ensemble, se connaissant, se comprenant, ayant l'un dans l'autre une confiance totale, tous facteurs indispensables au combat moderne.

Mais il ne suffit pas de parler d'exigences nouvelles de rendement et de qualification. La sévérité d'appréciation doit avoir comme contre-partie la revalorisation de la fonction. Et c'est ici que l'Etat a ses responsabilités et ses devoirs et non des moindres.

La qualité du recrutement en est un, mais il va de pair avec des mesures qui assurent la sécurité et l'intérêt de la carrière. Et si l'on veut que cette sécurité soit totale, il ne suffit pas de donner aux cadres une formation technique, mais il faut veiller à l'entretenir et à la développer par des cycles de post-formation avec pour but avoué que les cadres restent concurrentiels sur le marché du travail. La technique militaire a d'ailleurs de moins en

moins de divergences avec les techniques civiles. La formation et l'entretien des cadres doit donc être entièrement revue en tenant compte du programme, modeste mais réaliste, qu'il nous est encore possible de concevoir et d'accomplir. Simplicité et efficacité doivent être les nouveaux mots d'ordre.

On a pu s'autoriser autrefois un certain dilettantisme coûteux au temps où il fallait disposer d'une forte réserve de cadres de carrière pour encadrer des unités non actives. Nous savons que cette formule est désormais exclue.

Il n'y a plus place aujourd'hui que pour du concret et de l'efficace.

Les devoirs de l'Etat

Mais, et j'espère que ceci sera compris, l'Etat doit se rendre compte que l'armée est dans la société moderne un des derniers refuges de l'idéal — et qu'il est, lui, Etat — le seul responsable si à cet idéal vient se substituer un découragement désabusé.

Quelle que soit l'opinion que l'on se fasse de l'armée on ne peut nier qu'il s'y trouve et s'y cultive d'admirables traditions de discipline, de dévouement et de désintéressement. Ces valeurs sont trop précieuses, humainement et socialement pour qu'on ne leur accorde pas une considération et des soins tout particuliers.

M. Benoist-Méchin rapportait de son dernier voyage en Arabie l'impression de se sentir transformé.

« Transformé et libéré, dit-il, d'une foule de conceptions que je croyais encore vivaces, mais que le temps avait desséchées et rendues caduques. Il faut s'incliner devant l'évidence : le monde se transforme plus rapidement qu'on ne le croit et rejette comme des épaves tous ceux qui ne se transforment pas au même rythme que lui. Il faut un certain effort pour le faire et pour le dire. Mais comme l'a écrit le Prophète : « Rien n'est plus méprisable que ceux qui savent et ne disent rien, ce n'est ceux qui disent et ne font pas. »

On peut ne pas être entièrement d'accord avec le Prophète.

L'évolution des sociétés a accumulé devant ceux qui voudraient « faire » des obstacles inconnus autrefois. Mais rien ne peut excuser ceux qui savent de ne pas dire.